

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE  
T/PV.1237  
12 juin 1964  
FRANCAIS

Trente et unième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT TRENTE-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le vendredi 12 juin 1964, à 15 heures.

Président : M. CORNER (Nouvelle-Zélande)

- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le territoire sous tutelle de Nauru [point 4 c) de l'ordre du jour] (suite)
- Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres des Nations Unies aux habitants des territoires sous tutelle : rapport du Secrétaire général [point 10 de l'ordre du jour]
- Diffusion, dans les territoires sous tutelle, de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle : rapport du Secrétaire général [point 11 de l'ordre du jour]

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1237. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

64-12918

(41 p.)

## POINT 4 c) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU (T/1619; T/L.1072/Rev.1) (suite)

DISCUSSION GENERALE (suite)

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Les objectifs du régime international de tutelle sont définis dans l'Article 76 de la Charte et, d'autre part, les fonctions de ce Conseil à l'égard des Territoires sous tutelle sont établies dans les Articles 87 et 88 de la Charte. De l'avis de ma délégation, ces Articles de la Charte, l'Article 76 en particulier, fournissant tous les critères nécessaires pour déterminer si l'Autorité administrante s'acquitte comme il convient de ses obligations eu égard au Territoire sous tutelle de Nauru.

Nous savons tous que Nauru présente une difficulté spéciale et unique parce que les gisements de phosphates qui constituent sa seule source de richesse, à laquelle la population nauruane doit son niveau de vie élevé actuel, seront épuisés dans une trentaine d'années environ. Nous savons par ailleurs que la population de Nauru a demandé à être transférée en un autre lieu.

Le cas de Nauru est donc bien particulier et présente pour le Conseil de tutelle deux problèmes distincts. D'une part, la poursuite des objectifs mêmes de l'Autorité administrante et, d'autre part, les propositions faites pour l'avenir de la population de Nauru.

Je me propose de parler tout d'abord des conditions présentes de la population de l'île. Nous lisons dans le rapport de la Mission de visite de 1962 que "sous bien des aspects, les quelque 2 400 habitants de Nauru jouissent maintenant de conditions exceptionnellement bonnes". Le rapport poursuit en expliquant que les denrées alimentaires sont abondantes, que des transports de marchandises et produits de première nécessité arrivent régulièrement d'Australie, de Nouvelle-Zélande et autres pays. La Mission de visite, à juste titre, a souligné ces facteurs. Un régime alimentaire approprié et varié, essentiel à tout peuple, est le signe d'un standard de vie élevé. L'Autorité administrante

M. King (Royaume-Uni)

a signalé les nouveaux progrès intervenus dans ce domaine. C'est ainsi, par exemple, qu'une nouvelle usine frigorifique a été installée dans l'île pour conserver les produits alimentaires, notamment le poisson. L'étendue des affaires de la Coopérative a été élargie. Ma délégation espère que l'Autorité administrante continuera d'aider le peuple nauruan à améliorer le niveau de son alimentation.

Passant au domaine de l'enseignement, je noterai que la Mission de visite, en 1962, a déclaré que tous les habitants savaient lire et écrire, que les bâtiments scolaires étaient excellents, que les écoles s'agrandissaient et s'amélioraient et qu'on utilisait toujours davantage les bourses scolaires et les cadetships. Dans sa déclaration au Conseil la semaine dernière, le représentant spécial a parlé des progrès de l'intégration dans certaines écoles et d'une augmentation de plus de vingt classes dans les différentes écoles de l'île ainsi que de l'envoi de trois instituteurs australiens supplémentaires. Un centre de formation d'instituteurs a été ouvert et un plus grand nombre de bourses sont disponibles. Ma délégation a été heureuse de noter, par exemple, que huit bourses permettant l'accès gratuit à l'enseignement supérieur en Australie ont été octroyées au début de cette année. Je ne répéterai pas ce que le représentant spécial nous a dit; mais il est évident que des progrès constants sont faits dans le domaine de l'enseignement. Ma délégation souhaiterait qu'un plus grand nombre de jeunes Nauruans soient encouragés à utiliser les bourses disponibles pour les classes supérieures de l'enseignement secondaire en Australie. Je crois savoir qu'il n'y a pas de limite au nombre des bourses disponibles. Il ne s'agit plus d'un problème de compétition pour l'obtention de facilités d'accès à un enseignement secondaire avancé, mais d'un problème d'augmentation du nombre des jeunes qui poursuivent leurs études au-delà des classes intermédiaires de l'enseignement secondaire. Les jeunes Nauruans doivent être encouragés également à suivre des cours de formation technique car cette formation leur sera nécessaire pour la création d'un nouveau foyer, où qu'il soit, et elle sera nécessaire aussi pour le service ultérieur de leur propre communauté.

M. King (Royaume-Uni)

Dans le domaine de la santé publique, le commentaire le plus éloquent qu'on puisse faire est sans doute celui que l'on trouve dans la deuxième partie de la déclaration faite par le représentant spécial le 2 juin, lorsqu'il a dit qu'aucune maladie épidémique ne s'était produite pendant la période examinée. On peut se demander combien de communautés connaissent un tel succès. L'Autorité administrante nous a fait savoir aussi que, grâce aux mesures prises contre la tuberculose, une récente enquête a montré qu'il y avait diminution de mortalité résultant de cette maladie. Ma délégation a noté avec plaisir ces faits encourageants ainsi que le progrès satisfaisant en matière de santé publique en général. Cependant, nous serions heureux d'apprendre que la suggestion de l'OMS portant sur un programme à long terme d'éducation en matière diététique a été mise en application.

Le problème d'approvisionnement en eau a fait souvent l'objet de discussions en ce Conseil à propos de Nauru. L'eau manque dans bien des endroits dans le monde, et même parfois dans la ville de New York. Ce manque d'eau est généralement dû à une augmentation de la population ou à une augmentation de la consommation. C'est exactement ce qui s'est produit à Nauru. Comme l'Autorité administrante l'a expliqué, ce ne sont pas les opérations minières de l'île qui ont provoqué une diminution de l'approvisionnement en eau. Mais ces opérations minières - et tout ce qui va avec elles - ont contribué à l'augmentation de la population et à l'augmentation de la consommation d'eau par tête d'habitant. Cependant, il n'est pas suffisant, pour l'Autorité administrante, de dire qu'elle n'a pas touché aux sources traditionnelles de fourniture d'eau. L'Autorité administrante a l'obligation de suivre le progrès et de fournir l'eau exactement comme les autres facilités. Ma délégation a par conséquent été heureuse d'entendre le représentant spécial dire que les approvisionnements d'eau ont été augmentés et que cette eau est disponible à titre gratuit pour les Nauruans.



M. King (Royaume-Uni)

J'en arrive maintenant à la question du progrès politique de la population nauruane. Ma délégation ne peut que se féliciter de l'élargissement des responsabilités confiées au Conseil de gouvernement local de Nauru au cours de l'année écoulée, conformément aux recommandations du Conseil de tutelle. Le Conseil de gouvernement local de Nauru a maintenant de très grandes responsabilités, notamment en ce qui concerne la question importante du bien-être futur de la population après sa réinstallation. Comme le Représentant spécial l'a exposé, les changements relatifs aux fonctions et responsabilités du Conseil de gouvernement local semblent raisonnables et tout à fait opportuns à ma délégation. Le Conseil a ainsi maintenant l'occasion d'acquérir une nouvelle expérience dans le domaine financier et dans les fonctions exécutives. Ces modifications sont une preuve de la confiance que l'Autorité administrante a dans les Nauruans. En prenant avantage des occasions qui sont maintenant offertes au Conseil de gouvernement local, les Nauruans peuvent justifier cette confiance - et je suis sûr qu'il en sera ainsi - et se prouver à eux-mêmes, ainsi qu'au Conseil, qu'ils sont capables de faire face à tous les problèmes que pose la mise en oeuvre d'un plan de réinstallation.

De la déclaration du Représentant spécial, il apparaît que l'administration de l'île, à l'exception des opérations effectuées par la Compagnie britannique des phosphates, est maintenant largement assurée par les Nauruans eux-mêmes.

L'une des principales préoccupations de notre Conseil a été, et à juste titre je crois, de voir s'accroître la participation nauruane à l'exercice des fonctions publiques. Dans sa déclaration, le Représentant spécial nous a fait savoir que depuis la trentième session du Conseil de tutelle, huit postes importants des services publics, précédemment occupés par des Australiens, ont été confiés à des Nauruans. Il nous a parlé également d'un programme de formation professionnelle actuellement mis à la disposition des Nauruans, formation qui leur permettra d'occuper d'autres postes détenus par des Australiens et leur donnera l'occasion d'obtenir des fonctions importantes dans la Compagnie des phosphates.

Ma délégation croit que l'Autorité administrante et les Nauruans eux-mêmes ont raison de vouloir exiger les qualifications qui correspondent aux hautes fonctions envisagées, et ils se rendent compte que les qualités nécessaires ne peuvent être acquises en très peu de temps. Ma délégation espère donc que

M. King (Royaume-Uni)

L'Autorité administrante veillera à ce que toutes les occasions et tous les encouragements voulus soient donnés aux Nauruans pour qu'ils acquièrent la formation académique et technique nécessaire. Nous espérons également que L'Autorité administrante continuera à garder à la disposition des Nauruans possédant les qualifications nécessaires tous les postes de la fonction publique.

De l'avis de ma délégation, le Gouvernement australien a rempli - et dans certains cas est allé au-delà - les obligations qui lui incombent dans son administration du Territoire sous tutelle de Nauru, aux termes de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle. Il a exécuté presque toutes les recommandations de ce Conseil et de la Mission de visite à Nauru et, dans certains cas, est allé plus loin que ce qui avait été proposé pour le bien-être et le progrès politique et social du peuple nauruan. Je ne crois pas qu'il y ait la moindre divergence à ce sujet parmi la majorité des membres du Conseil de tutelle. Il reste de notre devoir, bien entendu, de veiller à cette situation et c'est pourquoi j'ai fait certaines suggestions et propositions à l'Autorité administrante.

Je voudrais maintenant parler de l'avenir de la population de Nauru. Cette dernière et l'Autorité administrante se trouvent en présence d'un choix difficile. Il semble à ma délégation que les deux parties s'attaquent à ces problèmes avec énergie et sagesse. Le Conseil de tutelle doit sans aucun doute surveiller attentivement les événements et se tenir prêt à faire bénéficier les intéressés de tous les conseils suggérés par son expérience. Mais de l'avis de ma délégation, nous devrions prendre le plus grand soin de ne pas troubler les négociations entre les deux parties, étant donné qu'elles ont l'air de se dérouler en toute harmonie. Les Australiens offrent une nouvelle patrie, prête et équipée sur l'île Curtis qui semble offrir au peuple nauruan les conditions voulues pour commencer une nouvelle vie sous des auspices favorables.

Je crois comprendre que l'île Curtis remplit toutes les conditions énumérées par les Nauruans pour le choix de leur nouveau foyer, - conditions que le Représentant spécial nous a lues le 2 juin - à deux exceptions près, l'une concernant les serpents qui existent dans l'île, bien qu'ils semblent se conduire avec discrétion, et l'autre ayant trait aux réserves concernant l'absence de ressources minérales importantes. Je suis certain que le Conseil a été impressionné par le fait que l'île Curtis a une superficie d'environ vingt fois supérieure à celle de Nauru.

M. King (Royaume-Uni)

Il est normal et naturel que les Nauruans se préoccupent de maintenir leur peuple en tant que race distincte, qu'ils veuillent préserver leur unité, leur langue, leurs traditions et leurs coutumes. Si je comprends bien, l'offre australienne comprend une promesse ferme de promulguer une législation qui assure l'autonomie des Nauruans dans l'administration de leur vie propre sur l'île Curtis, préserve la race nauruane en tant que peuple et leur garantisse un standard de vie égal à celui des Australiens.

Nous ne pensons pas que l'Autorité administrante pourrait aller bien plus loin et je suis certain que, pas plus les Nauruans que personne d'autre, ne peut attendre que le Gouvernement australien abandonne sa souveraineté sur l'île Curtis, même au bénéfice d'un peuple aussi pacifique que celui de Nauru. Cette question est actuellement examinée par les Nauruans, dans le contexte de l'offre de l'île par le Gouvernement australien et je ne crois pas que ma délégation ou le Conseil doivent faire une recommandation quelconque à ce sujet. Nous ne voudrions pas avoir l'air de désirer exercer indûment une influence quelconque sur les Nauruans dans une décision qui, en dernière analyse, doit être la leur et la leur seulement. De même, il paraît très important à ma délégation qu'aucune décision ne soit prise en ce qui concerne la souveraineté du Territoire sous tutelle de Nauru, jusqu'au moment où les Nauruans eux-mêmes seront arrivés à une décision définitive au sujet de leur futur foyer. Il nous semble en effet impossible d'envisager ces deux questions séparément.

De l'avis de ma délégation, le Conseil de gouvernement local de Nauru fait preuve de sagesse en réfléchissant longuement à la question de son avenir. Mon gouvernement serait le dernier à vouloir exercer une pression pour hâter la décision dans une question d'une telle importance. Nous sommes heureux de savoir que le peuple nauruan et le Gouvernement australien semblent être sur la voie d'un accord satisfaisant, non seulement à propos du futur foyer des Nauruans, mais aussi sur la forme que doivent revêtir les relations entre le peuple nauruan et l'Australie; nous pensons que cet accord se fondera sur l'amitié solide qui existe entre les deux peuples et tiendra compte de leurs intérêts individuels et mutuels.

M. King (Royaume-Uni)

Etant donné que tant d'événements dépendent de la décision finale, il y a de bonnes raisons pour atteindre celle-ci dans un temps raisonnable. En attendant, le Conseil devrait, de l'avis de ma délégation, féliciter l'Autorité administrante de sa décision tendant à introduire une législation réservant l'île Curtis aux Nauruans en attendant l'issue des discussions en cours.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Bien que Nauru soit, par sa taille et sa population, le plus petit des territoires sous tutelle, c'est celui qui présente le problème le plus complexe, du point de vue humain, auquel le Conseil de tutelle ait jamais eu à faire face. Les 2 700 Nauruans, dont plus de la moitié est composée de personnes de moins de 16 ans, vivent et prospèrent à l'heure actuelle sur une terre phosphatée d'un peu plus de 500 acres. Mais dans moins de 30 ans, ce rapport unique et important de Nauru aura disparu lorsque les gisements de phosphate auront été épuisés. Etant donné que la remise en valeur des terres est impraticable, la seule ressource des monticules de charbon n'atteindra pas un développement tel qui permettrait la survie de la population nauruane qui se développe rapidement. Le conseiller Bernicke a, lui-même, confirmé ce fait hier ici même.



M. Kiang (Chine)

En fait, le problème de Nauru présente un paradoxe. Il est certain que la communauté nauruane est dans une situation difficile et que ses chefs sont aux prises avec un dilemme. Or nous, les membres du Conseil de tutelle, ne pourrions guère aider la population de Nauru à moins que nous ne soyons en mesure de contribuer à dissiper ses doutes et ses craintes de l'inconnu ainsi que son incertitude quant à son avenir et à celui des générations futures. Voilà pourquoi ma délégation parlera essentiellement du problème de l'avenir de la communauté nauruane et des questions connexes, à savoir comment les intérêts des Nauruans pourraient être le mieux servis à l'avenir, au cas où ils décideraient de leur plein gré de se réinstaller dans un endroit de leur choix.

Nous sommes très reconnaissants au représentant spécial des renseignements qu'il a fournis au Conseil au sujet du programme de réinstallation envisagé, programme que l'Autorité administrante a communiqué au peuple nauruan et au Conseil de Gouvernement local de Nauru. Je dois dire que les lignes principales de la proposition australienne sont fort bien conçues. Le fait que le Gouvernement de l'Australie ait déjà pris certaines dispositions avec l'Etat du Queensland à propos de l'île de Curtis, doit avoir été pour le peuple nauruan le signe de sa sincérité et de la préoccupation qu'éprouve le Gouvernement australien pour ce que le représentant spécial a dit être la considération primordiale, à savoir la sauvegarde à l'avenir des intérêts de la population de Nauru.

Si les Nauruans choisissaient un endroit comme l'île de Curtis, qui est très proche de l'Australie mais en est séparée par un bras de mer de moins d'un quart de mille, une île qui offre de bonnes perspectives de réinstallation dans des conditions satisfaisantes, ils n'auront pas à redouter d'être perdus au sein de la population de l'Australie. Il n'y a aucun doute non plus quant à la protection de la communauté nauruane avec ses propres coutumes. En fait, proches du continent australien, les Nauruans auraient l'avantage d'un accès facilité aux institutions d'enseignement établies ainsi que celui d'ouvertures économiques.

Bien que le Conseil de Gouvernement local de Nauru, après avoir procédé à des consultations préalables avec la population, ait décidé que la proposition australienne tendant à la réinstallation de la communauté nauruane dans l'île de Curtis était inacceptable, son scepticisme et son hésitation ne semblaient pas porter tant sur l'île de Curtis même que sur ce qu'on est convenu d'appeler les



M. Kiang (Chine)

"dispositions politiques", de réinstallation. Mais le Conseil de tutelle ne sait pas encore quelles sont les dispositions politiques que préféreraient les Nauruans eux-mêmes quand ils ont rejeté la proposition australienne. Tout ce que nous avons appris du représentant spécial, c'est que le Conseil nauruan envisageait de faire des contre-propositions qui pourraient, dans une certaine mesure, ranimer l'idée de la première proposition du Conseil de gouvernement local, à savoir un Etat souverain à propos de la réinstallation.

Nous n'avons pas l'intention de discuter dans le détail de l'offre faite récemment par le Gouvernement australien aux Nauruans, avant que ce Conseil soit informé des termes précis des contre-propositions nauruanes qu'on envisage. D'ailleurs, toute l'affaire fait encore l'objet de négociations entre l'Autorité administrante et le Conseil de Gouvernement local de Nauru. Cependant, nous pensons qu'il pourrait être de quelque utilité tant pour le peuple nauruan que pour l'Autorité administrante dans leur recherche d'une solution pratique au problème de la réinstallation que, avant les consultations avec les chefs élus de la population, le progrès constitutionnel proposé par le Conseil de gouvernement local, c'est-à-dire la constitution d'un conseil législatif qui prendrait la place de l'actuel Conseil de Gouvernement local de Nauru, puisse être réalisé dans le cadre d'un comité consultatif composé de tous les membres de l'actuel Conseil de gouvernement local, de l'Administrateur, d'un représentant du Département des territoires, et d'un fonctionnaire des affaires juridiques doué d'expérience en matière constitutionnelle, conformément aux suggestions de la Mission de visite de 1962.

Naturellement, des consultations de cette nature devraient porter également sur l'ensemble de la question des futures autorités législative et exécutive de Nauru. Nous sommes certains que grâce à un effort commun de délibérations, la proposition nauruane pourrait être examinée dans son propre contexte et la question de la réinstallation serait envisagée de façon réaliste. Comme l'Autorité administrante et les membres de ce Conseil s'en souviennent sans doute, le Chef suprême, M. de Roburt, a souligné à l'intention de ce Conseil les liens qui unissent la proposition nauruane à la question de la réinstallation. Ma délégation a déjà eu l'occasion d'exprimer l'opinion selon laquelle une fois que Nauru aura accédé à l'autonomie sous la forme d'une complète participation des Nauruans à l'administration de l'île sur les plans législatif et exécutif, la question de la réinstallation de la population de Nauru revêtirait un caractère plus normal et suivrait un processus naturel.

M. Kiang (Chine)

L'autonomie de Nauru pourrait avoir un effet salutaire sur le moral de la population nauruane qui désire s'établir ailleurs. Nous avons donc été particulièrement heureux d'apprendre du représentant spécial que les chefs nauruans ont accueilli avec faveur la suggestion, formulée naguère par le Chef suprême, à savoir que Nauru puisse devenir une entité autonome dans son propre cadre, mais associée à une communauté plus large et indépendante.

Dans le contexte de la participation des Nauruans à l'administration de l'île sur les plans législatif et exécutif, l'accroissement des pouvoirs du Conseil de Gouvernement local de Nauru, conformément aux amendements récents apportés à l'ordonnance du Conseil de gouvernement local, est accueilli avec faveur. Nous avons été particulièrement heureux d'apprendre du représentant spécial que le Conseil de Nauru ne faisait l'objet d'aucun contrôle dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont attribués.

Dans l'espoir qu'une bonne association pourra s'établir entre la population de Nauru et la compagnie des phosphates, nous avons noté avec satisfaction que la première série de consultations annuelles, entre les représentants du Conseil de Gouvernement local de Nauru et les commissaires britanniques des phosphates, avait eu lieu. Nous sommes persuadés que ce premier contact aboutira à une compréhension mutuelle ainsi qu'à une coopération meilleure et plus intime entre les parties intéressées.

Pour permettre aux Nauruans de jouer pleinement leur rôle en ce qui concerne l'administration de l'île sur le plan exécutif, il importe de promouvoir des Nauruans qualifiés à des postes élevés et d'en former d'autres en vue de leur nomination à ces postes supérieurs. A ce sujet, nous sommes heureux de constater que l'Administration a pris des mesures pour réorganiser et reclasser la fonction publique. En raison de la réaction peu favorable provoquée récemment par le recrutement, de la part de l'Administration, de candidats à certains postes, on doit intensifier les programmes de formation spécialisée.

Ceci m'amène à faire une brève observation à propos de l'enseignement. Tout en nous félicitant de l'intégration définitive du système d'écoles primaires pour les enfants de toutes races de Nauru, et de la création d'un centre de formation d'instituteurs, pouvons-nous espérer qu'une attention spéciale sera donnée à la formation des instituteurs nauruans au niveau professionnel? On nous dit que les British Phosphate Commissioners se proposent d'étendre leurs possibilités actuelles de formation commerciale par la création d'une école d'apprentissage. Ceci apportera sans aucun doute une aide précieuse aux futurs commerçants nauruans qui trouveront un meilleur emploi dans leur communauté locale et ailleurs.

Il est intéressant de noter que le conseiller Bernicke lui-même, qui a visité l'île Curtis, a dit, en réponse à l'une des questions que je lui ai posées hier, qu'il a été impressionné par le fait que cette île possède des avantages dépassant de très loin ceux de l'île de Nauru. Je voudrais remercier le représentant de l'Australie et le Représentant spécial de l'aide qu'ils ont apportée à nos délibérations sur les développements à Nauru. Le Directeur de la réinstallation nauruane, M. Marsh, a aimablement partagé avec nous ses connaissances très profondes du problème de la réinstallation. Nous sommes heureux, sans aucun doute, d'avoir bénéficié de la présence du conseiller Bernicke à la présente session. Lorsque nos amis de Nauru retourneront chez eux, ils voudront bien, nous l'espérons, faire part à la population de l'île de nos meilleurs vœux.

M. MOREISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Dans sa déclaration d'ouverture sur Nauru et, ensuite, répondant à nos questions, le Représentant spécial, M. Marsh, a donné au Conseil un grand nombre de renseignements sur les événements qui se sont déroulés à Nauru au cours de l'année qui vient de s'écouler.

J'ai été frappé par ses commentaires sur les pouvoirs étendus du Conseil de gouvernement local et sur la nomination et la promotion de Nauruans à tous les postes de la fonction publique, sauf 14 d'entre eux. Contrairement à ce qui a été dit hier par le représentant de l'Union soviétique, il s'agit là de questions qui sont au cœur même du progrès politique.

Par suite des amendements apportés à la Nauru Local Government Council Ordinance en octobre 1963, le Conseil contrôle maintenant entièrement ses propres revenus et ses propres dépenses. Il organise ses élections. Entre autres nombreux pouvoirs, il a celui de prendre toutes les décisions en ce qui concerne les questions relatives à la propriété des terres à Nauru. Aucun contrôle n'est exercé sur le Conseil par l'Administrateur à l'égard de ses décisions exécutives. Pour ce qui est des décisions législatives, bien que l'Administrateur conserve le droit de rejet, le Représentant spécial a dit au Conseil que cette disposition a un objectif limité et qu'en fait, elle n'a pas été utilisée ces derniers temps. Nous avons appris également que les Nauruans désirent étudier les voies et moyens permettant d'acquérir une expérience plus étendue dans le domaine des fonctions législatives.

Peut-être la mesure la plus significative prise dans la localisation de la fonction publique a-t-elle été, au cours de l'année, la nomination d'un Nauruan au poste clé de la fonction publique de Nauru, c'est-à-dire celui de secrétaire officiel. Des 40 postes encore occupés par des non-Nauruans, quatre ou cinq seulement semblent être des postes qui n'exigent pas des qualifications techniques ou professionnelles très spécialisées.

Le Conseil a reçu l'assurance qu'au fur et à mesure que des Nauruans acquerront l'expérience et les qualifications nécessaires pour ces 14 postes, les fonctionnaires australiens qui les occupent actuellement seront remplacés. La preuve que cette assurance est prise au sérieux nous est donnée par les cours de formation prévus pour permettre aux Nauruans d'acquérir les qualifications nécessaires pour être nommés à des échelons plus élevés et plus spécialisés de la fonction publique. La réorganisation et la reclassification du service, l'accroissement des salaires actuellement payés sont une preuve de plus que tout le possible est fait pour hâter le jour où la fonction publique nauruane sera entièrement entre les mains des Nauruans.

Tous ces progrès dans les domaines exécutif et politique ont pour objet d'assurer aux Nauruans une capacité réelle de diriger leurs propres affaires. Ils sont mis à la disposition de la communauté nauruane tout entière. Mais plus encore, l'expérience ainsi acquise sera d'une grande valeur pour la population nauruane lorsque celle-ci prendra la direction de son nouveau foyer national. Le moindre



des avantages que les membres du Conseil pourront y trouver ne sera pas la confiance et l'expérience accrues avec lesquelles la population nauruane sera capable de peser les grandes décisions qu'elle devra prendre. Mais la réinstallation reste, bien entendu, la question dominante.

Tous les membres du Conseil de tutelle auraient sans aucun doute désiré voir des accords de réinstallation plus définitifs adoptés dès maintenant. D'autre part, cette décision est peut-être la plus grave qu'aura jamais à prendre le peuple nauruan, et l'Autorité administrante comme les dirigeants nauruans ont raison de procéder avec toute la prudence désirable. Nous ne pouvons qu'admirer la précision et le soin avec lesquels les deux parties préparent le terrain pour un choix bien pesé des Nauruans.

Depuis un an ou deux, l'Autorité administrante s'est attachée à étudier tous les détails et toutes les répercussions des propositions de réinstallation soumises à l'examen des dirigeants nauruans. Elle a nommé à cet effet un directeur de la réinstallation des Nauruans dont l'habileté et l'enthousiasme à l'égard de sa tâche nous ont tous frappés, j'en suis sûr, au cours de cette session; cette nomination est une preuve du sérieux avec lequel le Gouvernement australien envisage son devoir.

Les dirigeants nauruans, et parmi eux le conseiller Bernicke, ont visité plusieurs fois l'île Curtis. Des maquettes et des photographies de l'île ont été préparées pour les habitants de Nauru. Des plans de maison ont même été établis. Tous ces efforts ont pour but d'aider les Nauruans à se rendre compte, de façon aussi vivante que possible, de la nature de leur nouveau foyer et, par conséquent, de réfléchir de façon aussi concrète que possible aux institutions qui leur seront nécessaires.

Des efforts laborieux de cette sorte ne donnent pas toujours des résultats rapides. Il y a deux ans, la Mission de visite de ce Conseil a mis l'accent sur la nécessité d'aboutir à une décision à propos d'un nouveau foyer. Cette décision est encore à prendre. Mais un regard jeté sur la situation telle qu'elle était il y a deux ans révèle quels progrès ont été faits en réalité. A l'époque, l'impression dominante de la Mission était celle d'un nuage d'incertitude planant au-dessus de la population nauruane; maintenant, les mêmes personnes ont visité



un site et se sont engagées dans une négociation détaillée. Pas à pas, chaque point important a été réglé de sorte que maintenant, en 1964, il ne reste plus qu'à se mettre d'accord sur la nature exacte des modalités politiques selon lesquelles les Nauruans administreront leur nouvelle île. Le progrès a évolué au rythme des Nauruans car la décision doit être une décision nauruane. Mais ce progrès a été considérable. Je ne pense qu'il soit trop hasardeux de prédire que la prochaine Mission de visite trouvera un climat d'opinion tout à fait différent de celui qu'a trouvé la précédente Mission.

Peu après la seconde guerre mondiale, les Nauruans ont pour la première fois pensé à la nécessité d'une réinstallation avant que les gisements de phosphates soient épuisés et que leur île revienne à son état primitif. Comme le chef suprême nous l'a rappelé l'année dernière, la décision de réinstallation est devenue le point fixe de tous leurs plans d'avenir. Ils désirent, cela est facile à comprendre, se réinstaller en tant que peuple. Ceci présupposait une île ou un territoire géographiquement séparé et des accords spéciaux pour l'administrer.

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

Il y a quelques années, les Nauruans ont défini ce qu'ils désiraient trouver sur cette île; les douze conditions qu'ils ont posées n'étaient pas simples : ils voulaient une île au large du littoral australien, dotée de vastes terres arables, de bons ports et de possibilités de pêche, une île à l'abri des cataclysmes naturels et peu éloignée des marchés et des sources d'emploi australiens.

Ces conditions pouvaient être qualifiées presque d'utopiques. Mais, contre toute attente et, peut-être, contre l'attente de nombreux membres du Conseil de tutelle, le Gouvernement australien, après avoir procédé à des recherches intensives, a trouvé une île réunissant ces conditions, ou du moins les réunissant d'une manière étonnamment proche. L'île Curtis, fertile et bien arrosée, n'était pas seulement l'idéal pour le développement de l'agriculture; elle était également située à quelques centaines de mètres de l'un des centres industriels en plein développement du Queensland. Il n'est pas surprenant que cette île idéale était déjà habitée. Cependant, le Gouvernement australien est prêt à la mettre à la disposition exclusive de la communauté nauruane; cela signifie que les personnes qui résident actuellement dans cette île devront être réinstallées ailleurs. Comme preuve de sa bonne foi, le Gouvernement australien a déjà pris des mesures afin de pouvoir acheter des titres de propriété sur l'île, de manière à pouvoir faire honneur à sa promesse sur la réinstallation des Nauruans aussi rapidement que ces derniers le souhaiteraient.

Tout comme il avait défini les conditions idéales d'une future patrie, le Conseil de gouvernement local de Nauru avait indiqué avec précision ce qu'il désirait au point de vue politique; il y a deux ans, il a esquissé une structure administrative détaillée destinée au futur Nauru; il proposait que Nauru jouisse d'une indépendance souveraine en vertu d'un traité sur ses relations avec l'Australie.

L'Autorité administrante et le Conseil de Nauru ont été d'accord pour reconnaître que cette proposition, faite par des représentants élus du peuple nauruan, méritait la considération la plus attentive. Mais il reste une difficulté évidente en ce qui concerne la réalisation des désirs politiques des Nauruans. La nouvelle île qui fait l'objet du choix éventuel - l'île Curtis - se trouve dans les eaux territoriales australiennes, littéralement à la portée d'une pierre du

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

continent australien; d'ailleurs, cela était précisément l'une des conditions posées par les Nauruans, pour des motifs économiques et autres. Néanmoins, il est nécessaire dans ce cas de prendre également en considération les vœux légitimes du Gouvernement australien; aucun autre gouvernement représenté à cette table, et même, je le pense, aucun autre gouvernement au monde peut-être ne serait prêt à laisser s'établir, au sein de ses frontières, un autre Etat souverain et indépendant. Ceux qui désirent critiquer le Gouvernement australien doivent d'abord être en mesure de déclarer qu'ils sont prêts à agir comme ce gouvernement. L'Australie s'est engagée, en donnant des preuves de ses intentions, à faire tout ce qu'elle pourrait pour donner satisfaction aux vœux des Nauruans. Les points sur lesquels ces vœux sont contradictoires seront les points au sujet desquels il sera absolument impossible de répondre complètement aux désirs exprimés. Parce que les Nauruans désirent bénéficier des avantages d'une étroite proximité avec le continent australien, ils devront accepter que leur constitution n'assure pas l'absolue et complète souveraineté.

Cependant, les dernières propositions australiennes semblent montrer que cette souveraineté sera presque entière. Il y a quelques jours, le Représentant spécial a résumé ici ces propositions en disant que :

"... les Nauruans pourraient diriger leurs affaires sans ingérence de l'extérieur dans une mesure qui pourrait, à juste titre, être considérée comme répondant aux exigences de l'autonomie." (1232ème séance, p. 86)

En fait, il y a là une offre généreuse d'autonomie, d'une portée sans précédent dans l'histoire australienne; d'ailleurs, je ne connais aucune offre pareille faite à une communauté de moins de 3 000 habitants.

Les Nauruans se verront offrir la citoyenneté australienne et, par conséquent, le droit de se rendre comme ils le voudront sur le continent; en même temps, ils pourront gérer leurs propres affaires dans l'île Curtis, y compris contrôler les terres et les impôts et jouir de tous les pouvoirs nécessaires pour assurer l'existence des Nauruans en tant que peuple. Le Gouvernement australien garantira que le niveau social, l'éducation et les autres conditions seront, dans le nouveau foyer - et ces conditions concernent à la fois l'habitat, la santé publique, les salaires, la planification urbaine, - aussi favorables que ceux dont les

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

citoyens du Queensland jouissent d'une manière générale. Les Nauruans qui résideront dans l'île Curtis jouiront de toutes les possibilités économiques d'acquérir un niveau de vie comparable à celui des citoyens australiens; et cela ne coûtera absolument rien au peuple nauruan. Les Autorités administrantes communes sont déjà d'accord pour assumer toutes les dépenses de la réinstallation.

Bien que cette dernière offre nous paraisse aller très loin dans un effort destiné à donner satisfaction aux principaux desiderata des Nauruans, aucun accord n'a encore été atteint. Aucune raison ne semble exister pour qu'on soit injustement préoccupé par cette situation. Il existe de nombreuses possibilités d'arrangements entre les exigences constitutionnelles australiennes et les désirs fondamentaux des Nauruans. Maintenant qu'un site convenable a été trouvé, les négociations sur les dispositions futures, de même que les dispositions relatives au site, progresseront inéluctablement, allant de l'hypothétique et de l'idéal aux besoins précis de la création d'un foyer nouveau. Il faut espérer que, déjà, ce processus d'arrangement et de compromis mutuel est entamé. L'année dernière, le chef suprême a fait part au Conseil de tutelle des espoirs qu'il avait à l'égard de la réinstallation, en disant qu'il pensait que cette réinstallation donnerait aux Nauruans le maximum de ce qu'il était possible aux puissances intéressées de donner.

Cette année, le Représentant spécial, en réponse à une question du représentant de la Chine, a déclaré que, bien que le Gouvernement australien ne voyait pas le moyen de donner la souveraineté à l'île Curtis, il était prêt à discuter avec les Nauruans tout autre base possible sur laquelle ils pourraient gérer leurs propres affaires.

Ces deux déclarations, placées l'une à côté de l'autre, semblent montrer qu'il n'y a rien de sérieux qui sépare les deux parties.

Des discussions nouvelles entre le Gouvernement australien et les chefs nauruans vont commencer au mois de juillet; elles porteront sur toute la série des aspects du problème de la réinstallation. Il n'est pas déraisonnable d'espérer que ces discussions aboutiront à certains résultats positifs. La base d'un compromis acceptable semble déjà se dessiner. Les préparatifs et les enquêtes les plus approfondis effectués au cours des deux dernières années ont jeté la



M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

clarté sur les problèmes en question. Il est déjà possible de se représenter avec quelques détails la forme matérielle du nouveau foyer et les dispositions à prendre à son égard. Les exigences formulées de part et d'autre ont été réduites au point que la définition de l'autonomie est presque la seule difficulté importante. La discussion sérieuse peut maintenant s'engager.

En effet, le moment est arrivé de prendre certaines décisions fondamentales. Non pas que les gisements de phosphates soient en danger imminent d'épuisement : d'après les évaluations actuelles, cet épuisement ne se produira peut-être pas avant vingt-cinq ou trente ans. Le peuple nauruan et l'Autorité administrante observent, semble-t-il, une prudence excessive lorsqu'ils essaient de régler ces questions alors qu'ils ont encore devant eux vingt-cinq ans pour le faire. Mais, en fait, en décidant la réinstallation, les Nauruans ont déjà pris la décision fondamentale. Sans cette décision, le développement ne peut pas être proprement discuté; le présent et le futur sont dissociés; on ne peut faire que bien peu de choses tant que la question de la future patrie n'est pas réglée.

Les rapports de l'Autorité administrante montrent toute l'étendue des progrès effectués à Nauru même au point de vue de l'habitat, des conditions de vie, de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle, des progrès vers l'autonomie. La plupart de ces mesures constituent une préparation utile à la future patrie et doivent être regardées avec satisfaction, à la fois en tant que telles et pour la future patrie. Cependant, l'équivoque de la situation actuelle déforme d'une manière grandissante toutes ces mesures. Au point de vue de l'habitat, comme le Représentant spécial l'a mentionné, il se pose la question de savoir s'il faut continuer à investir des sommes dans la construction d'édifices ou non. Au point de vue de l'éducation, une question se pose en ce qui concerne le but : les enfants devraient-ils être éduqués pour vivre à Nauru ou bien - et ceci est une chose tout à faire différente - pour vivre dans une société industrialisée? Même le développement des institutions gouvernementales est fatalement gêné par l'incertitude qui pèse sur la forme définitive qu'elles prendront.



M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

Néanmoins, dès qu'un accord satisfaisant aura été réalisé au sujet du nouveau foyer, tout cela changera. Le présent et l'avenir se joindront à nouveau. Ayant devant eux des objectifs désormais clairs, les Nauruans pourront aller de l'avant avec confiance afin d'assurer la continuité de leur prospérité et de leur patrimoine en qualité de communauté distincte.

M. DOISE (France) : Lorsqu'on étudie le cas de l'île de Nauru confiée à l'Administration australienne, un problème domine désormais tous les autres : celui de l'avenir de la collectivité nauruane dont la source principale de bien-être, l'extraction de phosphates, sera un jour épuisée. Il est donc normal que l'essentiel des débats actuels du Conseil de tutelle porte sur cette question. Nos devoirs à l'égard de cette communauté sont en effet, quelles que soient ses dimensions, fort importants : devoir de rassurer les Nauruans sur leur propre avenir, de les conseiller, de les aider et, surtout, de les empêcher de s'égarer vers des options impossibles.

Sans doute sommes-nous en partie responsables, ici, dans ce Conseil, du sentiment d'insécurité, de peur de l'inconnu, qui s'était emparé naguère des dirigeants de cette communauté. Nos débats, au cours des années, avaient amplifié les données du problème. En fait, l'émigration future des Nauruans n'était pas motivée par un cataclysme imminent : l'épuisement des phosphates ne surviendra pas demain, mais dans 25 ou 30 ans.

Quoi qu'il en soit, le problème est désormais posé avec acuité : il convient de le résoudre et de le considérer avec sympathie. Car c'est pour tout groupe humain un choix bien difficile que celui qui impose l'abandon du sol natal, du foyer où se sont développées les traditions communes. Il est donc tout à fait normal que les Nauruans désirent conserver leur identité sur les lieux de leur future installation. Je pense que, dans cette affaire, nous devons accorder notre confiance à l'Administration australienne qui, en contact étroit avec le Conseil de gouvernement local, a étudié d'une manière très détaillée un plan d'émigration. Toute proche de l'Australie, l'île Curtis, sur laquelle le choix des Nauruans paraît s'être fixé, offrirait de grands avantages : vingt fois plus vaste que Nauru, elle remplit toutes les conditions requises par la collectivité, à l'exception d'une seule qui concerne, on le sait, les ressources minérales. Elle est située dans une région du Queensland promise à un grand développement industriel et portuaire. D'autre part, le représentant spécial nous a affirmé que les nouveaux habitants de cette île ne subiraient aucune diminution de leur niveau de vie. Bien au contraire, ils se trouveraient sans doute dans une situation plus favorable. On ne peut d'ailleurs que se louer du fait que l'Administration

M. Doise (France)

australienne ait déjà pris des mesures destinées à racheter certaines propriétés privées au sud de l'île Curtis et à tenir tous les terrains à la disposition des Nauruans pendant un délai de cinq ans.

Cependant, la décision finale n'est pas encore prise et en demandant à jouir de la souveraineté internationale dans l'île Curtis, partie intégrante du territoire australien, la collectivité nauruane pose un problème fort complexe. Je me bornerai à répéter ce que la délégation française avait déclaré ici même l'an dernier, à savoir que la notion de souveraineté ne doit être introduite dans ce débat qu'avec des précautions extrêmes. Les dimensions de la communauté nauruane ne doivent cesser d'être présentes à l'esprit.

Ce qui importe, c'est de régler la question de l'avenir de Nauru conformément à l'Article 76 b de la Charte et aux principes de l'autodétermination.

Nous savons que de nouvelles discussions doivent s'engager en juillet prochain entre l'Australie et les dirigeants autochtones. Il convient d'espérer qu'une solution réaliste et humainement possible pourra être trouvée.

Tous les autres problèmes qui se posent dans le Territoire sous tutelle doivent être considérés en fonction de celui de l'avenir de ses habitants. Il convient donc d'accélérer les progrès dans les domaines politique, économique et social afin de faciliter le transfert et la réinstallation de la collectivité.

A cet égard, la délégation française a noté avec intérêt les réformes introduites cette année par l'Autorité administrante, qui ont permis une évolution parallèle du Conseil de gouvernement local et des services publics.

1. L'élargissement des pouvoirs du Conseil est une mesure bénéfique. Il n'existe désormais plus aucune approbation, préalable ou non, des décisions de cet organe concernant un très grand nombre de problèmes locaux; seul, subsiste un contrôle des arrêtés ("by-laws") émanant du Conseil, ce qui correspond, je pense, à la notion de contrôle de légalité en droit français.

Nous avons noté qu'en prenant connaissance des propositions concrètes d'établissement dans l'île Curtis, les Nauruans ont suggéré la création d'un comité chargé d'examiner la constitution d'un conseil législatif destiné à remplacer plus tard l'actuel conseil de gouvernement si les négociations relatives à la réinstallation aboutissent. L'Administration australienne aurait sans doute intérêt à étudier cette suggestion.

M. Doise (France)

2. La réorganisation et le reclassement récents des services publics ont permis une augmentation des traitements et salaires ainsi que l'ouverture de postes nouveaux pour les autochtones.

Sur 566 postes de l'Administration, 40 seulement sont non pas réservés, mais occupés par des Australiens. Il convient d'exprimer l'espoir que ceux-ci seront progressivement remplacés par des Nauruans au fur et à mesure qu'ils seront pourvus des qualifications nécessaires. Il est par ailleurs intéressant de noter que le poste le plus important de l'administration locale, celui de secrétaire officiel, ("official Secretary") vient d'être confié à l'ancien administrateur des affaires nauruanes, M. Gadabu, que ce Conseil connaît fort bien.

M. Doise (France)

Je ne crois pas qu'il soit utile de parler longuement des problèmes de la santé et de l'enseignement. La situation paraît bonne en ce qui concerne les premiers et les rapports de l'OMS nous ont régulièrement éclairés sur ce point. Nous savons d'ailleurs que les services médicaux assurés par l'administration ou la Compagnie des Phosphates sont gratuits. Le seul problème sanitaire qui subsiste - et encore a-t-il été fort atténué - est celui que posent les poussières de phosphates.

En ce qui concerne l'enseignement, le Conseil a déjà noté à diverses reprises qu'il est gratuit et que l'analphabétisme a disparu depuis une trentaine d'années.

La création d'un centre de formation d'instituteurs est à noter, de même que la fusion en un seul système intégré, de toutes les écoles de l'administration. Il s'agit là d'une réforme qui ne peut être que bienvenue.

Il semble enfin à la délégation française que, pour tenir compte des conditions de l'économie future de la communauté nauruane, un effort particulier devrait porter sur la formation technique. Le Conseil de gouvernement doit être intéressé à cette entreprise. On peut d'ailleurs déjà noter à ce propos, outre l'attribution d'un nombre croissant de bourses, le lancement récent d'un programme local d'enseignement technique qui sera placé sous le contrôle d'un conseil professionnel.

En terminant, je voudrais adresser à la délégation australienne - et en particulier à M. McCarthy, à M. Marsh et au conseiller, M. Bernicke, mes remerciements très sincères pour leur coopération aux travaux du Conseil. Je dois dire - et me m'excuse de faire intervenir un élément personnel - que j'ai été très frappé par la compétence de M. Marsh et le dévouement qu'il me paraît apporter à l'exercice de ses fonctions de directeur du service de réinstallation. Quant à M. Bernicke, dont le Conseil aura apprécié, j'en suis sûr, l'autorité et la sagesse, je tiens à lui demander de bien vouloir transmettre à ses compatriotes tous les vœux de la délégation française quant à leur bien-être et à leur avenir.



Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons à entendre encore une déclaration générale sur Nauru. Il se peut que la représentante du Libéria soit à même de faire cette déclaration plus tard cet après-midi; sinon elle sera remise à notre prochaine séance, qui aura lieu mardi et nous entendrons aussi alors la déclaration finale de l'Autorité administrante. Pour le moment, nous passerons au point suivant de l'ordre du jour.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR DES ETATS MEMBRES DES NATIONS UNIES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (RESOLUTIONS 557 (VI) ET 753 (VIII) DE L'ASSEMBLEE GENERALE) (T/1622)

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Conseil de tutelle est saisi du treizième rapport du Secrétaire général, en date du 15 mai 1964, portant sur les moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle (T/1622). Comme on le sait, le programme de bourses des Nations Unies pour les territoires sous tutelle a été établi conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 557 (VI) en date du 18 janvier 1952 et 753 (VIII) du 9 décembre 1953. L'Assemblée générale a recommandé à l'époque que les Membres des Nations Unies mettent à la disposition des étudiants qualifiés des territoires sous tutelle des bourses d'étude leur permettant d'acquérir une instruction supérieure et une formation technique. Quatorze ans ont passé depuis lors. Pendant ce temps, de nombreux Etats Membres ont fourni des fonds suffisants et se sont déclarés prêts à aider les habitants des territoires sous tutelle, y compris ceux des territoires sous tutelle de l'océan Pacifique, à recevoir l'instruction nécessaire, en particulier au niveau supérieur. Ces Membres des Nations Unies ont exprimé le désir d'aider les territoires sous tutelle à former les cadres si nécessaires, en particulier pour hâter le progrès de ces territoires vers l'autonomie et l'indépendance.

Cependant, le rapport du Secrétaire général montre que le programme de bourses des Nations Unies, établi pour le bénéfice des habitants des territoires sous tutelle, est resté sans effet pour ce qui est des territoires sous tutelle des Iles du Pacifique. Cela est dû à la résistance des autorités administrantes au progrès de la population des territoires en matière d'enseignement, et en

M. Fotine (URSS)

particulier au niveau universitaire, malgré le désir des populations autochtones de s'instruire et en dépit du besoin des territoires sous tutelle d'avoir des cadres. Les bourses d'étude offertes conformément au programme des Nations Unies par les Etats Membres de l'Organisation pourraient répondre, dans une certaine mesure, à ce besoin.

La délégation de l'Union soviétique a déclaré à maintes reprises, lors de sessions antérieures du Conseil de tutelle, que l'Union soviétique n'approuvait pas cette politique des puissances administrantes et qu'il fallait mettre fin à cette situation. Du fait de celle-ci, les habitants des territoires sous tutelle ne peuvent décider eux-mêmes s'ils peuvent ou non bénéficier des bourses d'étude qui leur sont offertes dans le cadre du programme des Nations Unies. Par exemple l'Australie, qui administre les territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru, suit toujours cette ancienne politique en ce qui concerne l'octroi, aux autochtones de ces territoires, des bourses d'étude offertes en application du programme des Nations Unies. Selon cette politique, c'est l'Autorité administrante seule qui décide - parfois par l'intermédiaire de ses représentants locaux - si un autochtone d'un territoire sous tutelle donné peut utiliser une bourse afin de parfaire son éducation dans des établissements d'enseignement supérieur d'autres pays, dans le cadre du programme des Nations Unies.

L'un des arguments avancés par les autorités administrantes pour justifier leur politique dans ce domaine est qu'il n'y a pas lieu de faire appel aux bourses établies selon le programme des Nations Unies étant donné que les autorités administrantes elles-mêmes sont capables de faire face aux besoins des habitants des territoires sous tutelle en matière d'enseignement supérieur. Cette politique a pour effet que, si les autochtones des territoires sous tutelle vont à l'étranger pour recevoir un enseignement supérieur, c'est généralement dans les établissements d'enseignement supérieur de l'autorité administrante ou, dans un nombre limité de cas, dans des établissements de la même région géographique, c'est-à-dire dans le bassin de l'océan Pacifique. De l'avis de la délégation de l'Union soviétique, la politique suivie par les Autorités administrantes, en limitant ainsi le nombre des établissements d'enseignement dans lesquels les

M. Fotine (URSS)

autochtones peuvent recevoir un enseignement supérieur et en les envoyant uniquement dans les établissements d'enseignement des pays et territoires du bassin de l'océan Pacifique, n'a qu'un objet : réduire l'horizon des habitants des territoires sous tutelle et leur refuser la possibilité de regarder le monde et de voir ce qui se passe au-delà de leur région géographique particulière, dirigeant ainsi leur pensée selon les désirs des autorités administrantes.

M. Fotine (URSS)

La délégation soviétique déplore qu'en dépit des critiques exprimées par le Conseil de tutelle et la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, la situation dans ce domaine n'ait pas changé. Les bourses offertes par les Etats Membres des Nations Unies ne sont toujours pas utilisées et il ne fait cependant aucun doute que ces bourses soient nécessaires. La délégation soviétique estime que l'on doit mettre fin à une telle situation. Les habitants du Territoire sous tutelle doivent pouvoir bénéficier de toutes les facilités offertes pour recevoir une instruction supérieure, y compris la possibilité de recevoir cet enseignement dans d'autres pays, même dans ceux qui sont situés au-delà des limites de l'océan Pacifique. La pratique observée dans d'autres pays ne doit pas revêtir un caractère tabou pour les habitants du Territoire sous tutelle du Pacifique.

En ce qui concerne le rapport du Secrétaire général, actuellement examiné par le Conseil de tutelle, la délégation soviétique désire exprimer son regret du fait que ce rapport ne reflète pas dans le détail les informations présentées par la délégation de l'Union soviétique pour répondre à la demande du Secrétariat, bien que ces renseignements aient été envoyés par lettre le 5 mai 1964, par la délégation de l'Union soviétique.

Pour conclure, la délégation de l'Union soviétique espère que les déclarations faites par les membres du Conseil y compris celle de notre délégation, seront présentées de façon appropriée dans le rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale, contrairement à l'attitude adoptée précédemment.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne le dernier point soulevé par le représentant de l'Union soviétique, le Secrétariat étudiera la réponse donnée par ce représentant et veillera à ce que la déclaration soit présentée de manière exacte pour la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

S'il n'y a pas d'autres observations sur ce point, je suggère que le Conseil prenne note du rapport du Secrétaire général, figurant au document T/1622 et que les observations qui ont été faites soient soumises à l'attention des autorités administrantes.

Il en est ainsi décidé.



## POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

DIFFUSION, DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE, DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE REGIME INTERNATIONAL DE TUTELLE : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (RESOLUTION 36 (III) DU CONSEIL DE TUTELLE ET RESOLUTION 754 (VIII) DE L'ASSEMBLEE GENERALE (T/1623)

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique voudrait faire quelques observations sur le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, à propos de la diffusion dans les Territoires sous tutelle des renseignements sur l'Organisation et le régime international de tutelle (Document T/1623 du 14 mai 1964).

En lisant le rapport du Secrétaire général sur la situation en cause, ainsi que les documents présentés par les autorités administrantes à la trente et unième session du Conseil de tutelle, l'impression générale qui se dégage est la suivante : il semble que, comme par le passé, dans les territoires sous tutelle, les représentants des Puissances administrantes font tout leur possible pour ne donner aucun renseignement sur la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et pour faire le silence sur la résolution adoptée par l'Assemblée générale, relative aux rapports du Comité spécial des vingt-quatre. Cette situation apparaît nettement du rapport du Secrétaire général lui-même où, en première page, figurent des indications sur les documents qui ont été diffusés dans les territoires sous tutelle. Parmi ceux-ci se trouvent des comptes rendus des séances du Conseil de tutelle, des résolutions du Conseil, des rapports des missions de visite, des comptes rendus analytiques des séances de la Quatrième Commission, des rapports du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale et des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les rapports de la Quatrième Commission.

Cependant, si l'on tient compte du fait que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été adoptée non en Quatrième Commission, mais par l'Assemblée générale, en séance plénière, sans aucun transfert de cette question à aucune commission, si l'on tient compte aussi du fait que les rapports du Comité spécial des vingt-quatre ont été examinés directement en Assemblée plénière, on peut conclure que tous ces documents, d'une importance

M. Fotine (URSS)

extraordinaire, se rapportant directement aux territoires sous tutelle, ne sont pas diffusés dans ces territoires et que leur population ne les connaît pas.

Dans le rapport du Secrétaire général, on trouve des renseignements détaillés sur la diffusion dans les îles du Pacifique, en Nouvelle-Guinée, dans l'île de Nauru, de tous les types de renseignements concernant les activités de l'Organisation des Nations Unies. Si l'on prend par exemple le chapitre de la Nouvelle-Guinée, on voit que le Centre d'information des Nations Unies dans ce territoire sous tutelle a diffusé, au cours de l'année écoulée, 150 exemplaires du jeu de photographies d'exposition sur les Nations Unies, 28 bandes de projections documentaires, comprenant un film sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, 6 exemplaires de la nouvelle bande documentaire intéressant la Commission économique pour l'Afrique, 250 exemplaires d'affiches concernant l'Organisation mondiale de la santé, 200 exemplaires de chacun des panneaux muraux concernant les divers organes des Nations Unies, y compris l'Assemblée générale, le régime international de tutelle, la Cour internationale de Justice, le Conseil de sécurité et d'autres documents. Néanmoins, dans cette masse de documentation, on ne peut trouver aucune trace, ni même aucune mention, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; on ne trouve pas davantage de documents traitant des activités du Comité spécial des vingt-quatre. La situation est la même en ce qui concerne la diffusion de renseignements sur les mêmes sujets dans l'île de Nauru et dans les îles du Pacifique.

Si l'on réunit tous les faits précédents, si on les rapproche par exemple de la façon dont a parlé, avec timidité et presque avec hésitation, le Représentant spécial de la Nouvelle-Guinée en ce qui concerne la Déclaration, si l'on voit, comme l'a fait remarquer la délégation soviétique au cours de l'examen de la question des îles du Pacifique, que la Puissance administrante et ses représentants dans le Territoire s'efforcent de faire disparaître toute mention se rapportant au droit des peuples du territoire à l'autonomie et à l'indépendance, on ne peut pas ne pas conclure qu'il y a là une politique bien déterminée de la part des Autorités administrantes pour empêcher les habitants des territoires

sous tutelle de prendre conscience de leur droit à l'autonomie et à l'indépendance et pour éviter qu'ils ne comprennent, qu'à l'exception d'un petit nombre de puissances coloniales, l'Organisation des Nations Unies tout entière est à leurs côtés et qu'elle s'efforce de leur garantir les conditions dans lesquelles ils pourront exercer librement leur droit à l'autonomie et à l'indépendance.

M. Fotine (URSS)

De l'opinion de la délégation soviétique, les organes compétents des Nations Unies qui s'occupent de la diffusion des renseignements sur les Nations Unies et leurs activités dans les différents domaines doivent accorder une importance spéciale à la diffusion des documents concernant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ainsi que les activités du Comité spécial des Vingt-Quatre. A notre avis, le Conseil devrait suggérer au Secrétaire général de demander au Centre d'information des Nations Unies qui se trouve en Nouvelle-Guinée de diffuser le texte de la Déclaration ainsi que les renseignements touchant les activités du Comité spécial des Vingt-Quatre et de donner à cette fonction priorité parmi ses tâches jusqu'à ce que le Papua et la Nouvelle-Guinée aient accédé à l'indépendance.

Pour conclure, la délégation soviétique exprime le regret qu'en dépit de la mention qu'on a fait l'année dernière à cet égard, le Secrétariat n'ait pas pris de mesures pour mettre à la disposition des délégations, membres du Conseil de tutelle, des exemplaires des principaux documents énumérés dans le rapport du Secrétaire général. Il est à peine besoin de signaler qu'en l'absence des documents indiqués, il est difficile de procéder à une discussion fructueuse touchant la diffusion des renseignements ayant trait aux Nations Unies dans le Territoire sous tutelle, la qualité de ces documents et les modifications qu'on devrait apporter à ces renseignements.

La délégation soviétique voudrait également exprimer l'espoir que les déclarations des membres du Conseil, y compris celles de la délégation soviétique sur cette question particulière, seront, contrairement aux habitudes antérieures, reproduites comme il convient et en bonne place dans le rapport du Conseil de tutelle lors de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Permettez-moi de faire connaître au représentant de l'Union soviétique ce que fait mon gouvernement en ce qui concerne la diffusion de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

On a imprimé et distribué en langue anglaise environ 5 000 exemplaires de la Déclaration. On a également imprimé et distribué des exemplaires de la Déclaration de la façon suivante : 3 000 exemplaires en dialecte de Chamorro;



M. Yates (Etats-Unis)

3 000 exemplaires en dialecte de Truk; 3 000 exemplaires en dialecte de Palau; 3 000 exemplaires en dialecte de Yap; 3 000 exemplaires en dialecte des îles Marshall; et 3 000 exemplaires en dialecte de Ponapé.

De plus, cette Déclaration a été distribuée sous une forme miméographiée, dans les journaux locaux et dans les bulletins scolaires et cela représente 7 500 exemplaires de la Déclaration dans les différentes langues que je viens de mentionner.

En outre, cette Déclaration a été publiée dans la presse locale et sous forme de documents scolaires tant en anglais qu'en langue vernaculaire dans tous les districts. Cela fait un total d'au moins 2 000 exemplaires en anglais et de 500 à 1 000 exemplaires supplémentaires dans les six principaux dialectes. La Déclaration a fait l'objet d'émissions radiodiffusées, en anglais et en langue vernaculaire, dans les trois districts qui possèdent des stations de radiodiffusion.

Les documents du Conseil de tutelle ont été imprimés et distribués de la façon suivante : en anglais, 3 000; en dialecte des îles Marshall, 3 000; en dialecte de Chamorro, 3 000; sous une forme provisoire miméographiée : en dialecte de Palau, 500; en dialecte de Yap, 500; en dialecte de Ponapé, 500; et en dialecte de Truk, 500.

Le document des Nations Unies concernant les droits de l'homme a été imprimé et distribué comme suit : en anglais, 3 000; en dialecte des îles Marshall, 3 000; en dialecte de Chamorro, 3 000; en dialecte Ulithian, 1 000; sous une forme provisoire miméographiée : en dialecte de Palau, 500; en dialecte de Yap, 500; en dialecte de Truk, 500; et en dialecte de Ponapé, 500.

Le document The UN - A World Organization for Peace and Progress a été distribué de la façon suivante : en anglais, 3 000; en dialecte des îles Marshall, 3 000; en dialecte de Chamorro, 3 000; sous une forme provisoire miméographiée : en dialecte de Palau, 500; en dialecte de Yap, 500; en dialecte de Truk, 500; et en dialecte de Ponapé, 500.

M. Yates (Etats-Unis)

Pour résumer, je dirais que dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, on a assuré une très large diffusion des renseignements touchant les Nations Unies ainsi que le régime international de tutelle, tant en anglais que dans les six dialectes principaux de la région.

En deuxième lieu, la traduction des documents et des brochures a été assurée avec la coopération du Service d'information des Nations Unies, et des milliers d'exemplaires ont été distribués dans les écoles, dans les bibliothèques et dans les municipalités dans tous les districts. Ces déclarations et d'autres documents d'information ont été affichés dans tous les bureaux municipaux, dans les écoles, et des milliers d'exemplaires ont été distribués aux enfants des écoles et aux adultes. L'approvisionnement en renseignements de cette nature a été tellement abondant que dans des endroits comme Saïpan, des exemplaires en anglais et en dialecte de Chamorro ont été disponibles pour être distribués dans les magasins locaux ainsi que dans les écoles et les bureaux municipaux.

En troisième lieu, tous les documents publiés en anglais et en langues vernaculaires ont été utilisés dans le cadre d'émissions radiodiffusées, et cela dans les trois districts qui possèdent une station de radiodiffusion.

Je suis certain que le représentant de l'Union soviétique, ainsi que les autres membres du Conseil de tutelle, aura été heureux de recevoir ces renseignements.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique, de même que les autres membres du Conseil, a reçu tous les renseignements nécessaires quant à la large diffusion des données relatives aux Nations Unies, d'une façon générale, et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en particulier. Ma délégation ne devrait pas avoir à rappeler, une fois de plus, au représentant soviétique, certains faits fondamentaux à ce sujet. On lui a dit, non pas seulement à cette session mais au cours des précédentes, que des renseignements étaient constamment diffusés dans le Territoire sous tutelle, en ce qui concerne le fonctionnement, les décisions et les délibérations des Nations Unies, par tous les moyens de communication existant dans le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Il y a des programmes quotidiens de radiodiffusion consacrés aux documents des Nations Unies. Deux fois par semaine, il y a des émissions sur les débats des Nations Unies. La Journée des Nations Unies est observée dans le Territoire tout entier. Dans les journaux publiés pour la

M. McCarthy (Australie)

population du Territoire, il y a une page spéciale consacrée aux travaux des Nations Unies. Les documents des Nations Unies sont distribués à partir du Centre d'information des Nations Unies, qui a été créé pour répondre à la demande des Nations Unies elles-mêmes à Port Moresby, dans des locaux fournis et entretenus par l'Administration du Papua et de la Nouvelle-Guinée, dont les frais sont complètement couverts par l'Autorité administrante du Territoire.

Une aide personnelle a été fournie au Directeur du Service de l'information des Nations Unies au Papua et en Nouvelle-Guinée; elle a été financée par l'Autorité administrante sous forme de travailleurs spécialisés. Une voiture a été fournie par l'administration et mise à la disposition du Directeur. Que ce soit nécessité ou simple désir de sa part de voyager à travers le territoire afin d'informer la population des travaux des Nations Unies, sans obstacles ou empêchements d'aucune sorte, il y a été encouragé et toutes les facilités possibles lui ont été données par l'Autorité administrante du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

Afin de rafraîchir la mémoire du représentant soviétique à propos de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, je répéterai que des copies de ce document ont été distribuées à tous les bureaux de district en Nouvelle-Guinée, à tous les bureaux de sous-district, à tous les postes de patrouilles, pour distribution à la population aux fins d'information. Ces documents ont été distribués et discutés dans tous les conseils de gouvernement local du Papua et de la Nouvelle-Guinée; ils ont été distribués dans toutes les écoles du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Ils sont une partie fondamentale de l'éducation à propos des Nations Unies dans les collèges d'instituteurs du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

Il ne s'agit pas là de faits nouveaux et je ne peux que conclure que le représentant soviétique, dans des buts qui lui sont propres, et quels que soient ces buts qu'il est seul à connaître, a jugé bon de faire abstraction de ces faits.

En ce qui concerne l'île de Nauru, je lui ai donné l'assurance du conseiller Bernicke, qui est ici à titre de membre de la délégation australienne, que la population de Nauru tout entière a été familiarisée avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le document est entre les mains du Conseil de gouvernement local de Nauru. Il a été discuté et examiné par le Conseil de gouvernement local de Nauru. Il est connu de tout homme, de toute femme et de tout enfant de l'île de Nauru qui désirent se familiariser avec ce document.

Je ne peux arriver à comprendre les allusions faites à cet égard par le représentant soviétique relativement aux territoires pour l'administration desquels l'Australie est responsable. Je ferai observer en conclusion que les remarques et les sentiments exprimés par le représentant soviétique non seulement



à cet égard mais également à l'égard des points antérieurement inscrits à notre ordre du jour - la question de bourses offertes aux populations des territoires sous tutelle - revêtent l'allure d'un non-sens lorsqu'ils viennent du représentant d'un peuple qui a créé le rideau de fer et le mur de Berlin.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je désire user de mon droit de réponse à propos des déclarations qui viennent d'être faites par les représentants des Etats-Unis et de l'Australie.

Tout d'abord, ma référant à la déclaration du représentant des Etats-Unis, je voudrais signaler plusieurs faits qui sont de simples faits et rien de plus, qui ne peuvent être réfutés, cachés ni dénaturés.

Premièrement, au cours de la discussion touchant la situation dans les îles du Pacifique, la délégation soviétique a posé au Représentant spécial une question à laquelle il n'a pas pu donner de réponse satisfaisante. Il s'agissait de savoir pourquoi, dans la charte de l'organe législatif de l'un des districts des Iles du Pacifique, dans la section relative aux observations générales et aux principes s'appliquant à tout le Territoire sous tutelle et aux Iles du Pacifique, il n'est pas fait mention, dans un texte tiré presque entièrement de la Charte des Nations Unies, d'un seul mot : le mot "indépendance". La délégation soviétique n'a obtenu aucune réponse à cette question. Nous avons cependant insisté mais on nous a répondu qu'il était impossible de répondre.

Secondement, dans le rapport de la Mission de visite de 1964 dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, nous voyons à l'annexe I la résolution 40-1964 de la Législature du Territoire sous tutelle des îles Mariannes, dans laquelle il est dit, entre autres :

"Il est décidé par la Législature du district des îles Mariannes de prier respectueusement le Conseil de tutelle des Nations Unies de faire en sorte que des renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies et au régime international de tutelle, ainsi que les comptes rendus des séances du Conseil de tutelle, soient diffusés plus rapidement dans l'ensemble du Territoire." (T/1620, Annexe I, p. 11 et 12)

Permettez-moi de demander sur quoi s'est fondée cette demande d'un organe très responsable, la plus haute autorité législative d'un district du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique? Est-ce là une demande en l'air ou bien cette demande a-t-elle été fondée sur quelque chose de solide, sur une base sérieuse qui a fait que les habitants du Territoire sous tutelle ont dû s'adresser à la Mission de visite des Nations Unies pour présenter cette demande qui figure dans la résolution 40-1964? Je crois que les auteurs de cette résolution sont des gens raisonnables qui savent ce qu'ils font et qui ne présenteraient pas une requête injustifiée à une Mission de visite des Nations Unies.

Troisièmement, comme cela ressort très clairement de la déclaration de l'Union soviétique, la délégation soviétique s'est inspirée du document dont nous avons été saisis, c'est-à-dire le rapport du Secrétaire général sur la diffusion, dans les Territoires sous tutelle, de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle (T/1623). Nous possédons tous ce document. Peut-on s'imaginer que le Secrétaire général proposerait à l'examen du Conseil de tutelle un document qui, par hasard - je répète, par hasard - ne ferait pas mention de la diffusion d'un document de l'Assemblée générale aussi important que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et qui ne mentionnerait pas non plus les activités du Comité spécial des vingt-quatre? On peut supposer que ce document mériterait de faire l'objet d'une section spéciale du rapport du Secrétaire général.

Pour conclure ma réponse au représentant des Etats-Unis, je voudrais lui poser une question : la délégation des Etats-Unis peut-elle nous garantir que le texte de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que d'autres documents des Nations Unies, se trouvent affichés sur tous les murs de toutes les écoles du Territoire sous tutelle?

En ce qui concerne les renseignements que les représentants des Etats-Unis et de l'Australie ont donnés au Conseil de tutelle, nous prenons note de ce qu'ils nous ont dit. Nous possédons ces renseignements, mais je crois qu'il a été utile de les entendre une fois de plus.

M. Fotine (URSS)

Enfin, j'ai le devoir très désagréable de parler d'une question que j'aurais voulu passer sous silence mais qui, sous une forme ou sous une autre, touche à l'examen d'une question qui est également examinée au Conseil de tutelle ou au Comité des Vingt-Quatre. J'ai déjà eu l'occasion de raconter une histoire à la dernière session; je voudrais la répéter maintenant.

Plusieurs familles habitaient la même maison particulière; ces familles vivaient paisiblement. Cependant, le chef de l'une de ces familles se conduisait de telle manière qu'il causait des difficultés à ses voisins. Finalement, ceux qui vivaient dans la maison, fatigués d'une telle compagnie, se réunirent et se mirent d'accord pour demander à cet homme combien de temps pareille situation allait durer, combien de temps encore ils auraient à supporter avec patience que leur vie soit ainsi troublée. Celui à qui s'adressait cette question, se trouvant dans l'impossibilité de répondre et sachant qu'il était dans une situation embarrassante, et même sans espoir pour lui, trouva un moyen d'en sortir; regardant la femme de l'un de ses voisins, il demanda : "Pourquoi ne lui a-t-on pas acheté des chaussures nouvelles?"

Je suis obligé de rappeler cette histoire qui est pleine de leçons. Je demanderai au représentant de l'Australie s'il n'estime pas que l'attitude de cet homme ressemble à celle qu'il a adoptée dans ses dernières interventions. Qu'il me permette également de lui rappeler que, tout récemment, lorsque la délégation soviétique est intervenue à propos de l'examen des Iles du Pacifique et qu'à titre de comparaison, elle a voulu rappeler la situation du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, le représentant de l'Australie a demandé la parole pour une motion d'ordre et, se référant au règlement du Conseil de tutelle, a demandé que le représentant de l'Union soviétique se limite à la question que le Conseil étudiait à ce moment-là. J'estime que mon devoir est de rappeler au représentant de l'Australie cet épisode des travaux du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT : Puisqu'aucune autre délégation ne désire présenter des observations sur le document T/1623, je constaterai que le Conseil prend note de ce rapport.

Notre prochaine séance se tiendra mardi prochain, 16 juin, à 15 heures. Nous entendrons la déclaration finale de l'Autorité administrante au sujet de Nauru; nous aborderons ensuite l'étude du rapport du Comité de rédaction sur la Nouvelle-Guinée.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais répondre à certaines questions que le représentant de l'Union soviétique vient de poser à ma délégation.

En premier lieu, le représentant de l'Union soviétique a demandé pourquoi le mot "indépendance" ne figurait pas dans le document auquel il se référait. J'en suis moi-même surpris; ce document a été rédigé par un comité local qui a laissé se glisser cette erreur. Le Haut Commissaire ne l'a pas remarqué, autrement, le mot aurait été inséré.

En second lieu, le représentant de l'Union soviétique m'a demandé pourquoi la résolution de l'Assemblée des Mariannes contenait une demande de renseignements. Puis-je lui signaler le fait que ceci était la première séance de cette Assemblée; il était parfaitement correct de demander des renseignements. La résolution fut adoptée en février; les documents en question n'avaient pas encore été distribués; ils l'ont été par la suite.

En troisième lieu, le représentant de l'Union soviétique a tiré argument du fait que le Secrétaire général n'avait pas mentionné, dans son rapport, la diffusion des renseignements sur les Nations Unies. Ma délégation ne sait pas pourquoi le Secrétaire général n'a pas mentionné cette diffusion; mais, comme je l'ai dit il y a un instant au Conseil, cette diffusion a été faite.

Enfin, le représentant de l'Union soviétique a demandé si, oui ou non, la Déclaration a été diffusée dans chaque école de district. Je crois qu'à ce propos, il a employé le mot "garantie". Bien que je n'aime pas utiliser ce mot dans ma réponse, je dois dire qu'après avoir consulté un représentant du Bureau du Haut Commissaire, j'ai reçu l'assurance que le texte de la Déclaration avait été diffusé dans chaque école du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Président a annoncé, il y a quelques minutes, qu'à la prochaine séance, le Conseil aurait à examiner le rapport du Comité de rédaction sur la Nouvelle-Guinée. Etant donné que la pratique des traductions a souvent comporté des lacunes, je voudrais saisir cette occasion pour demander que des mesures soient prises afin que cela ne se répète pas. Je voudrais donc demander au Secrétariat qu'il donne des instructions pour que la délégation soviétique, ainsi



M. Fotine (URSS)

que d'autres membres du Conseil, puissent travailler dans des conditions normales, c'est-à-dire que les recommandations soient traduites en russe et non pas seulement dans les autres langues utilisées au Conseil.

Le PRESIDENT : Le Secrétariat a pris note de cette demande.

La séance est levée à 17 heures.